



## Résolument antifascistes, hier comme aujourd'hui

### Non, le bruit des bottes ne franchira pas l'Université lyonnaise

Le moment politique que nous vivons depuis le décès du militant néo-nazi Quentin Deranque nous sidère. Samedi 21 février, un défilé s'est tenu à Lyon avec toutes les nuances de l'extrême droite, enchaînant les slogans racistes, homophobes et les saluts nazis à proximité de nos Universités. Nombre de militants présents sont bien connus pour appartenir à des groupuscules pétainistes, nationalistes-révolutionnaires, ou identitaires. Plusieurs activistes condamnés par la justice pour leur violence ou ayant fondé des groupes d'extrême droite aujourd'hui dissous (l'Oeuvre française, la Citadelle, etc.) étaient présents dans le cortège.

Le danger "pour l'ordre public" représenté par cette manifestation n'a pas été considéré comme justifié par la préfecture et le ministre de l'Intérieur, malgré les appels de plusieurs responsables politiques dont le maire de Lyon. Le danger était pourtant bien réel, et aujourd'hui, faute d'avoir écouté les alertes, la préfecture se retrouve à saisir la justice au sujet de cette manifestation<sup>1</sup>. Livrées à elles-mêmes, les universités n'ont eu de choix que celui de la prudence, en fermant les bibliothèques universitaires et de nombreux locaux sur nos campus ce samedi. Des messages de vigilance, voire d'encouragement à se confiner ont été envoyés à la communauté étudiante. De nombreux événements festifs et progressistes dans toute la ville de Lyon et aux alentours ont aussi été annulés.

### **Non à la diabolisation de l'antifascisme !**

Nous refusons l'inversion morale du débat public qui consiste à rendre l'extrême droite fréquentable et à diaboliser toutes formes de revendications progressistes. Jamais nous ne renverrons dos à dos le fascisme et l'antifascisme. En revanche, rien ne peut justifier de continuer de frapper une personne déjà à terre, car il ne s'agit plus alors de se défendre. Nous condamnons donc les agissements virilistes qui en sont la cause et nous déplorons le décès de Quentin Deranque.

Nous nous indignons de l'instrumentalisation d'un décès par une frange importante de l'élite politique, patronale et médiatique qui a décidé de pactiser avec l'extrême droite. Cela conduit à une offensive idéologique contre l'antifascisme et le bloc politique progressiste. Elle est menée non seulement par l'extrême-droite mais aussi par des membres du gouvernement, et par une partie de l'Assemblée Nationale, ayant organisé une minute de silence pour la mort du militant néo-nazi, sans égard pour les morts et la violence causés par l'extrême droite ces dernières années, largement documentés par des chercheur·euses et des journalistes<sup>2</sup>.

### **Une situation locale explosive et connue**

<sup>1</sup> [https://www.liberation.fr/societe/en-direct-mort-de-quentin-deranque-la-marche-de-lextreme-droite-a-lyon-selancera-a-15-heures-20260221\\_M4TOCOBGJJE6DN6BB6LAASK5WV/](https://www.liberation.fr/societe/en-direct-mort-de-quentin-deranque-la-marche-de-lextreme-droite-a-lyon-selancera-a-15-heures-20260221_M4TOCOBGJJE6DN6BB6LAASK5WV/)

<sup>2</sup> <https://histoire-sociale.cnrs.fr/violences-politiques-en-france/>

Il y a quelques jours, les locaux du syndicat Solidaires à Lyon ont été attaqués, tout comme l'ont déjà été de nombreux lieux des luttes progressistes à Lyon ces dernières années. On a aussi appris que les locaux de la CGT Ville de Lyon et des Écologistes ont été ciblés par des menaces d'attaque à la bombe. Aussi, une mosquée de la Croix-Rousse a été dégradée tout comme une librairie militante. Nous exprimons toute notre solidarité à nos camarades du syndicat Solidaires et de la CGT Ville de Lyon. Nous pensons aussi à toutes les personnes qui subissent fortement au quotidien la menace que représente l'extrême droite.

Nous constatons que nos responsables politiques locaux et nationaux ont laissé perdurer la situation lyonnaise depuis de nombreuses années : ils et elles ont clairement failli. Aujourd'hui, Lyon est devenue un "bastion" de l'ultra-droite radicalisée qui héberge en son sein des lieux de rassemblement néo-fascistes et néo-nazis (quartiers, rues, bars, gradins de stade, salles de réunions identifiées comme leur "appartenant"). Aujourd'hui, les néo-fascistes défilent dans nos rues en toute impunité, portant drapeaux nazis, croix celtique et leurs étendards, faisant le salut nazi, insultant les habitant-es, et chantant des slogans racistes sans que la police n'intervienne. Ces groupes violents sont rarement condamnés. Par contre ils sont à l'avant-garde de la guerre des mots et des images qui diffusent des idéologies nauséabondes dans notre société. Nous ne l'acceptons pas.

### **Les universités sous le feu de l'extrême droite**

Les universités ne sont pas épargnées par la montée de l'extrême droite. Le dernier budget de l'enseignement supérieur asphyxie encore plus nos établissements et s'attaque frontalement aux étudiant-es étranger-es. Ainsi, le budget 2026 conduit à priver les étudiant-es non boursier-es et non-européen-nes d'APL. Tout cela s'ajoute à la réforme raciste "Bienvenue en France" qui impose aux étranger-es provenant de pays non européens de payer des milliers d'euros de frais d'inscription. La semaine dernière, le ministre de l'enseignement supérieur a également publié une nouvelle circulaire liberticide, qui restreint la tenue de débats et de réunions politiques dans nos établissements. Enfin, localement, la droite et au premier chef celle du Conseil Régional retient des subventions universitaires au nom de la prétendue lutte contre "l'islamo-gauchisme" et le "wokisme" à l'université, qui est en fait une croisade idéologique servant de petits intérêts électoralistes.

Dans ce contexte, la destruction de l'Université et les mesures stigmatisant les étudiant-es étranger-es sont bien des éléments de la fascisation de la société. Cette dernière fait son lit dans les régressions et inégalités sociales constantes, l'autoritarisme et les passages en force institutionnels menés par la macronie qui piétine depuis des années notre démocratie et offre un boulevard à l'extrême-droite.

### **Résistance !**

Ne cédon pas au fatalisme, car seules nos mobilisations feront reculer l'extrême-droite. Il nous appartient de nous saisir des outils à notre portée, et le syndicalisme en est un. Nous vous invitons donc à vous rapprocher des syndicats, et notamment de la CGT, pour s'organiser et prendre part aux luttes à venir.

Nous vous rappelons également qu'il existe des outils et des droits que la CGT peut vous aider à actionner en cas de menace de l'extrême droite : droit de retrait, protection fonctionnelle, signalements et dépôts de plainte, alertes au registre Santé sécurité au travail (SST)... Soyez prudent-es, et surtout, restons solidaires !

**La CGT est et restera résolument antifasciste !**

**Mardi 3 mars à 12h30, la CGT vous appelle à participer au rassemblement intersyndical devant la Bourse du travail, place Guichard à Lyon, pour la défense des libertés syndicales, la liberté d'expression, d'opposition et de contestation.**